

Quand l'excellence rencontre l'injustice : 3 axes pour favoriser l'ouverture sociale des grandes écoles

“Notre système est profondément injuste. Il ne nous viendrait jamais à l'esprit de faire partir des sportifs à des départs différents. Pourtant, face à l'éducation et l'accès aux grandes écoles, c'est ce que nous faisons.”

C'est par ces mots que Boris Walbaum, co-fondateur d'Article 1 et du Forward College a entamé son discours devant une salle comble : des représentants de grandes écoles, des jeunes étudiants, passés par ces voies d'excellence, des chercheurs et des associations réunis au sein de L'Ascenseur à Paris - Bastille.

Les grandes écoles incarnent l'excellence académique, mais aussi, pour certains, un potentiel d'ascension sociale. Néanmoins, ce potentiel ne profite qu'à celles et ceux qui disposent des prédispositions nécessaires pour y accéder : un niveau scolaire élevé, un environnement familial soutenant, un capital économique et culturel suffisant, et surtout, l'accès aux bonnes informations. Ces facteurs, loin d'être équitablement répartis, cristallisent de profondes inégalités des chances.

C'est pour lutter contre ces inégalités que L'Ascenseur a organisé un séminaire dont le titre résume l'enjeu principal : *“Quand l'excellence rencontre l'injustice – réfléchir la méritocratie au sein des grandes écoles”*. Suite à ce séminaire, trois chantiers prioritaires sont apparus pour concilier justice sociale et voies d'excellence.



I/ Diversifier les voies d'accès aux grandes écoles

Lorsque Cumbandine Damso, étudiante à l'EMLyon et membre de la Génération Ascenseur, partage à ses amis son souhait de faire une classe préparatoire afin d'intégrer une grande école, leur réponse est tranchante : "la classe prépa, ce n'est pas pour nous".



Derrière cette expérience se cache une réalité sociale empreinte d'inégalités. Les enfants de cadres supérieurs représentent 51,9% des étudiants de classes préparatoires contre 7,1% pour les enfants d'ouvriers. Une fois arrivés au sein des grandes écoles, les élèves les plus privilégiés sont 11 fois plus que les enfants d'ouvrier¹.

L'adage qui voudrait que "quand on veut, on peut" est mis à mal. Ce que confirme la sociologue Chantal Jacquet, qui explique que "*la volonté [...] c'est un mot qui sert à masquer l'ignorance de ce qui permet un changement de classe*". Autrement dit, ce n'est que lorsque l'on a accès aux bonnes informations, que l'on peut nourrir l'ambition pour vouloir y arriver. "*Ce n'est pas quand on veut qu'on peut, mais quand on peut qu'on veut*"². Ces déterminismes, se renforcent d'autant plus lorsque les individus se trouvent à l'intersection de plusieurs positions sociales. Lorsque l'on demande à des lycéens s'ils pensent pouvoir obtenir une licence, ils ne sont que 40% à penser que oui lorsqu'ils sont à la fois issus de milieux modestes et originaires de territoires ruraux. À l'inverse, pour les élèves issus de familles favorisées et de territoire urbains, ils sont 72% à s'en sentir capables. Un écart qui

¹ Ministère de l'Éducation nationale – Données 2019-2020 – Observatoire des inégalités

² Chantal Jacquet, "Peut-on vraiment quitter sa classe sociale ?", Les idées Grandes, ARTE, 2022

se creuse quand on leur demande s'ils se sentent capables d'intégrer une grande école, ils sont alors respectivement 18% contre 56%³.

La réalité sociologique dément le mythe méritocratique. La solution serait alors de diversifier les voies d'entrées au sein de ces établissements d'enseignement supérieur. Ce fut le cas pour Cumbandine qui a pu intégrer l'EMLyon grâce à son engagement associatif, au sein de l'Institut de l'Engagement et par le partenariat qui réunit l'école et l'association.

Pour y parvenir plusieurs solutions sont ressorties du séminaire :

- **Déconstruire les freins qui limitent l'ambition** : Travailler en amont, dès le plus jeune âge, à réduire les freins qui viendraient entraver l'ambition des plus jeunes. Notamment, en créant des rencontres avec ces grandes écoles, et cela, par des ateliers de confiance en soi, du tutorat, l'intervention d'associations ou encore un guide de bonnes pratiques pour intégrer ces écoles ; de la même manière, il est essentiel de communiquer sur des parcours d'étudiants de grandes écoles issus de milieux populaires pour permettre aux plus jeunes de s'identifier ; communiquer et revaloriser les cursus en alternance pour permettre des orientations moins coûteuse et plus accessible.
- **Repenser les voies d'accès** : Diversifier les voies d'intégration de ces écoles en favorisant l'émergence de partenariats associatifs, mais aussi en développant de nouvelles voies pour les bacheliers professionnels et technologiques et les jeunes en service civique.
- **Mettre en place des mécanismes compensatoires** : Au travers notamment d'une bonification des résultats au moment de l'évaluation des élèves sur des critères sociaux, mais aussi sur les soft skills développés via des engagements personnels.

Pour Martin Hirsch, président de l'Institut de l'Engagement et intervenant au cours de ce séminaire, la diversification des voies d'entrée est essentielle pour apporter plus de mixité au sein de ces institutions. Mais cela doit se faire sous certaines conditions. Dans le rapport qu'il présidait "Diversité sociale et territoriale dans l'enseignement supérieur" (2021), Martin Hirsch pointait déjà du doigt les risques d'une "stigmatisation" de voies d'accès parallèles considérées comme moins nobles. C'est par ailleurs ce qu'a ressenti Cumbandine qui parlait à ce propos du "*classisme ordinaire*" – c'est-à-dire une stigmatisation de son milieu social d'origine sous des formes implicites – qu'elle a pu ressentir au cours de sa scolarité.

Ainsi, repenser l'accessibilité de ces écoles aux élèves issus de milieux sociaux divers semble un chantier prioritaire auquel les écoles doivent s'atteler. Pour autant, la seule diversification des voies d'entrées, si elle est déjà un point clé, n'est pas suffisante, et nécessite aussi une réelle inclusion de ces élèves une fois les portes de l'école franchies.

³ Les inégalités en matière d'orientation scolaire, Viavoice, 2024

II/ Mieux inclure les étudiants issus de milieux populaires

Cette difficile inclusion, Widbenson – ancien étudiant de Science Po Toulouse et membre de la Génération Ascenseur – en a fait les frais : *“À mon arrivée à Sciences Po, ce que j’ai ressenti allait bien au-delà d’un simple décalage, c’était une véritable incompatibilité entre le quotidien des nouvelles personnes que je fréquentais et celui de ma famille haïtienne. J’éprouvais un profond désir de relier ces deux mondes, mais chaque fois que je passais de l’un à l’autre, j’avais la sensation de me travestir”.*



Ce sentiment, il est celui de nombreux “transclasses” qui, comme Widbenson, ont fait l’expérience de l’adversité, tiraillé entre deux mondes sociaux. Cet “habitus clivé” comme le décrivait Bourdieu n’est pas nouveau, Michelet (1846) en parlait déjà. Selon lui “le difficile n’est pas de monter, mais, en montant, de rester soi”. Il est de ces parcours à la croisée de plusieurs environnements sociaux qui se heurtent aux barrières encore poreuses des classes sociales et des différences culturelles. Pour Widbenson, la question d’arrêter Science Po s’est posée. Si l’on peut penser que le plus difficile fut d’y entrer, pour lui, ce fut d’y rester et d’y trouver sa place.

Alors, sachant que la question de la santé mentale, grande cause nationale du gouvernement, est omniprésente dans les discours institutionnels, comment accompagner ces problématiques spécifiques, invisibilisées, de l’impact du décalage culturel et social ? En 2023, ce fut près de 44% des étudiants qui présentaient des signes de détresse psychologique. Les étudiants étrangers étaient particulièrement touchés par ces signes

(42% contre 35% des étudiants de nationalité française), de la même manière que les étudiants issus de milieux populaires (41% contre 30% pour ceux d'origine sociale supérieure)⁴.

Au cours du séminaire plusieurs solutions ont émergé qui méritent d'être approfondies par les écoles :

- **Apporter un soutien structurel à ces étudiants** : au travers, notamment de groupes de soutien entre pairs et d'intervention d'associations pour créer un environnement favorable à la réconciliation de ces différents mondes sociaux.
- **Revaloriser la place de ces étudiants au sein des écoles** : qu'ils soient issus d'intégration par voies parallèles ou boursiers, favoriser l'inclusion de ces élèves au sein d'instances dirigeantes de ces écoles pour une gouvernance sociale par et pour les élèves issus de minorités.
- **Créer un cadre inclusif** : notamment par la formation des enseignants et du personnel administratif aux enjeux de l'inclusion pour que cette vision s'infuse plus facilement auprès des élèves.

Un accompagnement spécifique de ces jeunes issus de milieux populaires semble alors nécessaire pour leur donner toutes les chances de se sentir légitimes. Pour autant, la légitimité ne saurait se soustraire à la question du sens et de la définition même de la réussite.

⁴ Observatoire Nationale de la Vie Étudiante, 2023

III/ S'extraire d'une pensée méritocratique pour repenser des positions sociales justes

En ce que les grandes écoles accompagnent leurs étudiants à occuper des postes à responsabilités, la question de la valorisation des positions sociales reste prégnante. Maxence, ancien étudiant d'HEC venu témoigner au cours du séminaire, s'est confronté à ces questionnements : *“Nos camarades et professeurs véhiculent trop souvent une certaine idée de la réussite, où l'ambition est la plus importante des qualités. Où le mérite n'est plus seulement une affaire de concours, mais plutôt d'un parcours de vie que l'on hérite. Mais quelle place pour les parcours plus modestes, pour les causes moins courantes, sociales, environnementales ? Quelle place pour les parcours associatifs ? Quelle place pour ceux dont l'ambition est tout autre ?”*



John Rawls (1971) définissait l'égalité des chances comme le fait qu'*“une personne talentueuse aura [...] droit légitimement aux revenus plus élevés que lui vaut son talent”*. Autrement dit, un lien semble se faire entre le mérite que vaut le diplôme et le métier prestigieux que les étudiants feront à la suite de ces écoles. Mais à cette phrase, John Rawls ajoute une nuance fondamentale. Selon lui, cela ne peut fonctionner que *“si la collectivité en profite aussi”*. C'est là tout le nœud du problème méritocratique. Le mythe méritocratique permet de justifier le prestige des parcours CFE – Conseil, Finance, Entrepreneuriat – indépendamment de l'apport concret de ces métiers à la collectivité. Et cela, au détriment des métiers sociaux, environnementaux, pourtant essentiels au fonctionnement de la société, ceux-ci sont bien moins valorisés socialement et économiquement. Maxence, qui avait cette ambition d'inscrire son parcours au sein de ces

métiers porteurs de sens, s'est vu rattrapé par les schémas normatifs de réussite de son école, "*matrixé*" comme il aime à le rappeler.

En matière d'engagement, la nouvelle génération témoigne, plus que jamais, d'une certaine exigence face au monde du travail. 51% d'entre eux pensent qu'il vaut mieux être « in » et agir de l'intérieur, pour être au cœur du pouvoir. Néanmoins, 37% des diplômés Bac+5 considèrent toutefois qu'il faut agir en dehors du système. De fait, c'est près d'un jeune sur 5 qui déclare avoir déjà renoncé à un travail ou une proposition d'emploi en raison de ses convictions ou de son engagement⁵.

Cette nouvelle réalité suppose des contraintes spécifiques pour les jeunes issus de milieux populaires. Pourquoi devoir arbitrer entre la rémunération et l'engagement ? Comment s'inscrire dans des métiers porteurs de sens lorsque l'on doit rembourser son prêt étudiant ? Comment tracer son propre parcours au sein des écoles lorsqu'un modèle unique de réussite semble être valorisé ? Si ces considérations ont particulièrement touché Maxence, les écoles sont en capacité d'agir pour repenser le récit méritocratique et la représentation du prestige social. Non plus seulement adossé à des critères de rémunération ou de pouvoir, mais aussi sur des critères de sens et d'intérêt général. Redéfinir les imaginaires en matière de réussite semble alors essentiel pour donner toutes leurs places aux profils qui décident de s'orienter différemment.

Plusieurs pistes ont émergés du séminaire et doivent donner naissance à une réflexion plus large sur nos modèles de sociétés :

- **“Dériskuer” les parcours porteurs de sens** : au travers d'une bourse à impact, permettant aux étudiants issus de milieux modestes et souhaitant inscrire leur parcours dans une logique de transition juste afin de faciliter leur insertion professionnelle au cours de leurs premières années d'activité.
- **Inviter tous les étudiants à mener une réflexion** : en imposant un critère d'évaluation à impact au moment de leurs entretiens d'entrée en école de manière à favoriser une prise en compte collective de ces enjeux. Mais aussi au travers d'un requis diplômant associatif qui pourrait permettre aux étudiants de découvrir de nouveaux environnements professionnels d'engagement.
- **Travailler sur les imaginaires** : en mettant en avant des parcours “atypiques” de jeunes, sortis de ces écoles, et travaillant dans des métiers à dimension sociale ou environnementale. Créer de nouveaux rôles modèles en écoles pour favoriser l'émergence de nouveaux parcours.

Recréer du lien social passe avant tout par l'articulation de plusieurs modèles de justice sociale (Dollé, 2011). À l'échelle des individus, d'abord, en leur donnant la possibilité de trouver leurs capacités (Sen, 2000), c'est-à-dire, la capacité de diriger sa vie en fonction de ses valeurs. À l'échelle de la société, ensuite, en faisant évoluer nos représentations pour valoriser plus justement les différentes positions sociales. De fait, permettre à Maxence de trouver une adéquation entre ses capacités et sa position sociale ou, pour le dire autrement, entre ses valeurs sociales et environnementales et une juste valorisation des métiers attendants.

⁵ Les jeunes et l'engagement, le choix d'une vie, BVAXSight, 2022

Conclusion

Aujourd'hui encore, l'accès aux grandes écoles est le fruit de nombreux déterminismes sociaux qui limitent l'accès de celles-ci aux élèves issus de milieux populaires. Ces freins structurels sont d'autant plus difficiles à vivre que la croyance méritocratique fait reposer tout le poids de l'échec sur les seules épaules des élèves sans jamais réinterroger les conditions d'accès à ces écoles. Ce mythe méritocratique nécessite d'être dépassé. Selon Tony Bernard, directeur de l'Impact Tank et intervenant au cours du séminaire, *"la méritocratie est une fiction, elle est dangereuse pour notre démocratie, car elle crée des frustrations, un sentiment d'injustice, elle participe à l'effritement du lien social"*.

Il est temps que les grandes écoles cessent d'être les tours d'ivoire d'un rêve méritocratique fantasmé, pour devenir les passerelles d'un avenir commun, où chaque jeune, quel que soit son milieu, puisse croire en sa place. Pour cela, trois pistes ont été soulevées au cours du séminaire. En amont : favoriser la diversité des voies d'accès à ces grandes écoles pour permettre davantage de mixité sociale. Pendant : créer un cadre plus inclusif pour les étudiants issus de milieux populaires afin de leur permettre d'asseoir leur légitimité. Après : créer de nouveaux imaginaires qui ne cantonnent plus la réussite à quelques métiers, mais également à la pluralité des parcours des élèves.

En acceptant notre invitation à ce séminaire, les grandes écoles présentes témoignent de leur volonté de s'aligner sur un idéal de justice sociale. Elles ont tout à la fois les ressources et la volonté pour se réinventer, et cela, conjointement avec le monde associatif, privé, institutionnel, mais aussi avec leurs élèves eux-mêmes. Ces trois grands défis semblent capables de favoriser l'ouverture sociale des grandes écoles et, plus largement, d'œuvrer pour une société plus harmonieuse, moins déterminée, et davantage tournée vers les autres. Maintenant, ces réflexions doivent s'accompagner d'actions concrètes qui ne peuvent voir le jour qu'en jouant collectif et en favorisant les collaborations entre les différentes parties prenantes de notre société.

Bibliographie

Dollé, Michel, 2011, Égalité, vous avez dit égalité ?, L'Économie Politique, 50.

Rawls, John, 1971, Théorie de la justice, Paris, Seuil, 1987.

Sen, Amartya, 2000, Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté, Paris, Odile Jacob.